



Bulletin de la gare Part-Dieu

Lyon le 30 septembre 2024

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël

La complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les

mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

1^{er} octobre à Lyon : sous la pluie mais déterminés !

Nous étions 6 000 dans les rues de Lyon, à battre le pavé sous la pluie pour l'abrogation de la réforme des retraites, pour des augmentations de salaire et surtout, affirmer notre détermination à nous battre contre ce que nous prépare le gouvernement Barnier avec la complicité du RN et Macron !

Bien sûr, cette journée ne suffira pas à engranger des victoires. Mais elle est un premier jalon qui nous a permis d'exprimer notre colère et de nous retrouver pour discuter entre travailleurs de ce qu'il nous faudrait pour gagner !

Des embauches, vite !

Depuis la fin des JO, la boîte a mis fin à tous les contrats courts du filtrage et de la vente. Résultat : de nombreux postes non-tenus (parfois la totalité !), des voyageurs laissés sur le carreau et des collègues en difficulté face à cette situation. Pour faire tourner la gare il faut des agents, ce qu'on veut c'est des embauches en CDI !

Face à l'arbitraire patronal, résister collectivement !

Cette semaine, George, cheminot en gare de Lyon Part-Dieu a été radié des cadres à seulement 6 ans de la retraite. Sa faute ? Avoir bataillé pour obtenir un rapprochement familial dû par l'entreprise. Surtout, ce que la direction n'a pas accepté, c'est que George ait saisi l'inspection du travail et les Prud'homme pour faire valoir ses droits.

À partir de là, elle a multiplié les procédures disciplinaires où la voix d'un cadre suffit à écraser un salarié. Et finalement, George a été viré. Lâchement et salement viré.

Alors une fois passé l'écœurement, cette situation totalement injuste nous rappelle que c'est seulement la construction collective d'un rapport de force qui peut bloquer cette machine à broyer !

Samsic : plus ils en ont, plus ils en veulent !

Samsic, entreprise propriétaire d'Itiremia et d'Enjoï, a racheté en début de mois le groupe allemand Service Concept. À la suite de quoi, dans une interview donnée au Journal des Entreprises, le patron Thierry Geffroy a annoncé : « Nous visons les 5 milliards de chiffre d'affaires en 2030 ». Bien plus que

d'augmenter nos salaires, il espère sûrement rejoindre Christian Roulleau, son beau-père et ancien président du groupe, dans le classement des 500 plus grandes fortunes françaises ? Celui-ci n'est jamais « que » 150e... Encore un petit effort, Thierry !

Non à la répression contre les cheminots militants !

Depuis la rentrée, deux militants syndicaux élus au CSE ont écopé d'une mise à pied, 12 jours pour un élu de la CGT et 5 pour un élu de SUD Rail.

En infligeant de telles sanctions contre des élus, la direction de la SNCF cherche à intimider l'ensemble des cheminots qui relèvent la tête.

Nous ne devons pas nous laisser impressionner par de telles méthodes. Comme réponse à la répression, notre solidarité devra s'incarner par de puissantes luttes collectives !

Meurtre de Philippine : 104^e féminicide depuis le début de l'année

Le meurtre de Philippine dont le corps a été retrouvé la semaine dernière marque le 104^e féminicide de l'année. Cette fois, le principal suspect déjà condamné pour viol est sous le coup d'une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF). Immédiatement, la droite, l'extrême droite et leurs relais médiatiques ont sauté sur l'affaire pour vomir leur racisme et leurs propositions anti-immigrés. Silence radio par contre sur les 103 premiers féminicides : des femmes tuées le plus souvent par leur compagnon ou ex-compagnon, qui eux ont bien des papiers français ! Ces meurtres sont la forme la plus barbare de l'oppression que subissent les femmes dans toutes les couches de la société. La lutte contre ces violences ne se fera pas par des politiques racistes, mais par notre capacité à réagir et à nous mobiliser collectivement pour que la peur change de camp et, à terme, renverser tout cet ordre social pourri jusqu'à la moelle.

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°19 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à npa.cheminots.lyon@gmail.com